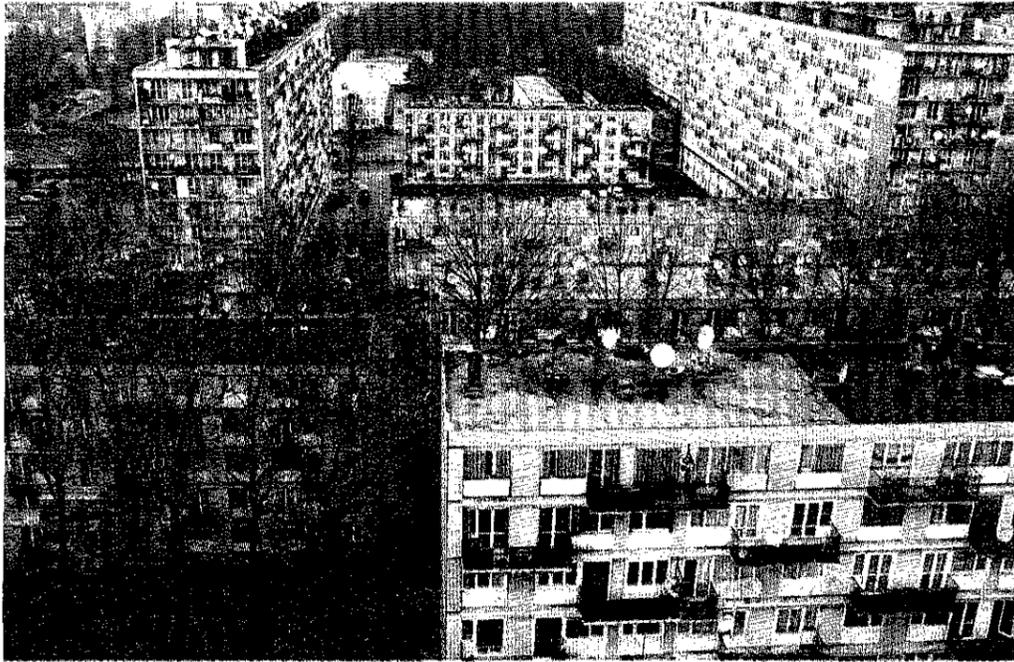


Le premier édile de l'une des communes les plus pauvres de France lance un cri d'alarme sur une réalité encore trop dédaignée par les pouvoirs publics

« Moi, Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois, j'ai honte »



Le quartier du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), en janvier 2010. CAMILLE MILLERAND POUR « LE MONDE »

Lundi 29 mars 2010, nouvelle semaine banale à Clichy-sous-Bois, ville dont je suis le maire depuis 1995. Avec Xavier Lemoine, le maire de Montfermeil, la ville voisine, nous accueillons une délégation de parlementaires dans le cadre d'une « mission d'évaluation des politiques publiques dans les quartiers en difficulté ». Démarche logique : notre territoire, parmi les plus pauvres de France, est éligible à tous les dispositifs mis en place depuis des dizaines d'années. Il incarne la « politique de la ville », une des politiques publiques les plus évaluées, les plus remises en question aussi, sans doute parce qu'elle n'a pas réussi, seule, à enrayer la ghettoïsation de nos quartiers.

Lors de cette journée, je veux faire connaître la réalité méconnue de Clichy-sous-Bois, commune enclavée à 15 km de Paris. Je souhaite aussi que les dizaines de personnes qui s'investissent au quotidien dans les associations, dans les écoles ou dans l'immense projet de rénovation urbaine puissent témoigner. Enfin, je souhaite faire passer un message essentiel : la politique de la ville, si elle n'est pas défendue au plus haut niveau de l'Etat par un premier ministre capable de mobiliser tous les ministères, ne peut résoudre les problèmes des banlieues les plus difficiles, quelle que soit la volonté affi-

chée par les ministres ou secrétaires d'Etat successifs.

9 heures. Les parlementaires sont à peine arrivés que je suis alerté par une élue municipale, habitante du quartier du Chêne-Pointu : un local technique, squatté par des jeunes, a brûlé à « Mermoz », l'une des barres de cette immense copropriété dégradée du centre-ville. Le feu a été assez vite circonscrit par les pompiers mais les fumées toxiques ont eu le temps de pro-

« Les jeunes comparent le Chêne Pointu aux favelas. En tant qu' élu républicain, je ne peux me résigner à cette comparaison »

gresser jusqu'au 10^e étage. Par miracle, il n'y a pas eu de victimes graves. Je quitte les parlementaires et me rends sur place. Je découvre un hall dévasté. Jusqu'au dernier étage, la cage d'escalier est noire de suie et dans l'obscurité, les câbles électriques ayant brûlé. Nous montons les étages à la lumière de nos téléphones portables et briquets. Inutile de dire que nous ne prenons pas l'ascenseur puisqu'il est en panne depuis des mois, comme la plupart des ascenseurs de cette copropriété de 1500 logements.

Au 4^e étage, nous visitons le logement d'un « marchand de sommeil ». Nous y rencontrons trois familles dans un trois-pièces dans un état effarant. L'un des enfants est hospitalisé avec sa maman. Les familles, africaines, avec enfants en bas âge, paient 420 € de loyer par mois pour une chambre de 10-15 m². La famille qui occupe le salon paie 700 € par mois. Le business du sommeil est rentable. Le père, en situation régulière, travaille en France depuis onze ans. Il me montre les quelques feuilles volantes, écrites à la main, qui lui servent de reçus pour le paiement de ses loyers. Aucune de ces familles n'a de bail. Elles partagent la cuisine, une salle de bains. Plusieurs fenêtres sont brisées, les murs sont noirs d'humidité.

Cas isolé ? Non. Ce logement vient d'être acheté par un nouveau marchand de sommeil après avoir été mis en vente par l'administrateur judiciaire de la copropriété parce que le propriétaire précédent ne payait plus ses charges. Dans ma commune, ce sont des centaines de logements qui appartiennent ainsi à ces profiteurs de la misère. En toute impunité, ou presque. J'invite les parlementaires, accompagnés du sous-préfet, à venir voir cette réalité. Nous nous retrouvons donc à grimper avec des lampes de poche dans les étages. Nouvelle visite de logement au 4^e étage et rencontre hallucinante dans la cage d'escalier, noir complet, avec de nombreux voisins descendus ou montés pour l'occasion, venus crier une nouvelle fois leur désespoir, devant cette arrivée impromptue de représentants de la mairie, de l'Assemblée nationale et de l'Etat...

Des pères et mères de famille que nous connaissons bien à la mairie pour les avoir reçus à maintes reprises pendant l'hiver pour des problèmes récurrents de chauffage collectif et d'ascenseurs. Je sais hélas que nous les reverrons bientôt car ces problèmes ne sont pas résolus à ce jour. Il faudra évidemment y ajouter la cage d'escalier incendiée, qui attendra probablement des mois avant d'être rénovée, à moins que les habitants eux-mêmes ne décident de la repeindre par leurs propres moyens.

Cette scène, dans une cage d'escalier étroite, à la seule lumière des lampes de poche, prend des allures surréalistes. Des personnes arrivent, toujours plus nombreuses, du dessus, du dessous... Dans ce capharnaüm, une femme monte lentement et silencieusement l'escalier,

elle est pliée en deux, sous le poids d'un caddie plein, qu'elle porte avec une lanière sur le front. Elle habite au 8^e étage. Nous sommes à 15 km de Paris, est-ce possible ? Dehors, une trentaine de jeunes sont venus voir le maire et ces « politiques » qui ne « font rien ». Les parlementaires et les policiers qui nous accompagnent ne sont pas très à l'aise. Il faut dire que la semaine dernière un de leurs collègues a reçu, ici même, un projectile sur la tête (dix points de suture).

Les jeunes comparent le Chêne-Pointu aux favelas. En tant qu' élu républicain, je ne peux me résigner à cette comparaison et j'évoque, devant eux, les « plans de sauvegarde » signés en janvier dernier, qui doivent nous permettre enfin de financer les travaux d'urgence et des équipes de travailleurs sociaux chargés d'accompagner les familles, dont 70 % - oui vous avez bien lu : 70 % - vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces explications ne convainquent pas les jeunes. Elles ne me satisfont pas non plus en réalité. Depuis des années, j'alerte les différents ministres compétents, les préfets, le conseil général, le conseil régional, j'ai été jusqu'à l'Elysée pour parler de la situation de ces copropriétés devenues des « bidonvilles verticaux », portes d'entrée en Ile-de-France de nombreuses familles immigrées, de plus en plus précaires, qui viennent se loger à Clichy-sous-Bois faute de trouver un logement social accessible ailleurs.

« Qu'attendons-nous ? De nouvelles émeutes ? »

Les habitants aussi manifestent et crient régulièrement leur colère et leur impuissance à la mairie, à la sous-préfecture. Sans succès. Les travaux promis depuis des mois n'ont toujours pas pu démarrer faute de notification de certaines subventions publiques, toujours en attente. Un autre scandale parmi tant d'autres. Mais je sais surtout que les financements obtenus sont de toute façon largement insuffisants pour trouver une réponse globale. Je sais qu'il nous faudra innover, racheter en masse les logements des marchands de sommeil et ceux des propriétaires qui ne peuvent plus faire face aux charges collectives, mais aussi faire évoluer les législations sur les copropriétés dégradées. Je sais que sans une volonté politique forte, sans un travail étroit

de construction avec les partenaires compétents et les habitants de ces copropriétés, toute intervention sera vouée à l'échec et nous resterons dans l'impasse.

La scène que je vous ai décrite n'a, hélas, rien d'exceptionnel et n'a mérité qu'une brève dans les pages locales du *Parisien*. De même, le policier blessé la semaine dernière au Chêne-Pointu n'a pas mérité de faire partie de l'actualité. De tels événements font partie de notre quotidien et continuent à se produire très régulièrement dans ma commune. Qu'attendons-nous ? De nouvelles émeutes ? Que la « Cocotte-Minute » explose ? Aux dernières élections régionales, le taux de participation aux élections a été très faible à Clichy. Mais comment reprocher

aux électeurs clichois de se désintéresser d'élections pour des institutions dont ils se sentent exclus, sur ce territoire abandonné de la République ? J'espère que les députés et représentants de l'Etat, témoins de cette journée ordinaire dans ma ville, seront porteurs de cette réalité au plus haut niveau de l'Etat. Parce qu'aujourd'hui, moi, maire de Clichy-sous-Bois, j'ai honte d'être le représentant impuissant de la République française. ■

Post-scriptum : une réunion sur le « plan de sauvegarde » du Chêne-Pointu devait avoir lieu vendredi 9 avril. Elle a été annulée au dernier moment, la plupart des représentants institutionnels n'ayant pas pu se rendre disponibles.

Le maire Courage

CLAUDE DILAIN, 61 ans, est un maire inquiet et en colère. L' élu socialiste de Clichy-sous-Bois (30 000 habitants), la commune de Seine-Saint-Denis mondialement connue pour avoir été l'épicentre des émeutes de l'automne 2005, ne cache pas ses craintes face à la ghettoïsation de la société française. Maire depuis 1995, réélu au premier tour en 2008, il a vu défiler un nombre incalculable de ministres, de parlementaires, d'experts internationaux, de sociologues, de journalistes, venus s'informer sur les causes de la « crise des banlieues ». A tous, il fait visiter sa ville et ses quartiers, convaincu de la nécessité de faire connaître la gravité de la crise sociale et urbaine, soucieux aussi de faire exister les banlieues dans l'agenda politique et médiatique pour espérer obtenir une action plus volontariste.

Pédiatre de formation, Claude Dilain, qui continue d'exercer quatre demi-journées par semaine dans sa ville, se désole de l'insuffisance et de la lenteur des politiques publiques en faveur des banlieues populaires. Et, de l'indifférence de la société vis-à-vis des cités sensibles. Un manque d'intérêt auquel le président de l'association Ville et banlieue donne une explication sociologique : suivant les travaux de l'économiste Eric Maurin, auteur du *Ghetto français* (Le Seuil, 2004), il est convaincu que la concentration des populations pauvres et immigrées dans certaines villes, certains quartiers, arrange la société, en particulier les classes moyennes et favorisées, qui évitent ainsi d'avoir à cohabiter - et à scolariser leurs enfants - avec des populations plus fragiles. ■

Luc Bronner